

Éditorial

DANS QUEL MONDE VOULONS-NOUS VIVRE ?

Yves Charles Zarka

Presses Universitaires de France | « Cités »

2011/2 n° 46 | pages 3 à 7

ISSN 1299-5495

ISBN 9782130587040

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-cites-2011-2-page-3.htm>

!Pour citer cet article :

Yves Charles Zarka, « Dans quel monde voulons-nous vivre ? », *Cités* 2011/2 (n° 46), p. 3-7.

DOI 10.3917/cite.046.0003

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Éditorial

Dans quel monde voulons-nous vivre ?

Yves Charles Zarka

« Le terme 'immigration' a donc été inventé au début des années 1880 pour désigner un dramatique 'problème' de société, qu'il fallait résoudre de toute urgence pour sauver la France. Mais on constate que, dès cette époque, plus le nombre de ceux qui se sont dévoués à cette noble cause a grandi et plus 'le problème' s'est aggravé »

Gérard Noiriel¹

L'un des paradoxes du problème de l'immigration tient au fait qu'il est perçu à des périodes différentes, dont la nôtre, comme nouveau et d'une urgence encore inconnue, alors qu'il reproduit un schéma quasi identique, jusqu'au vocabulaire employé, depuis les dernières décennies du XIX^{ème} siècle. Il y a, en quelque sorte, une structure identique du problème et des arguments récurrents. Ce qui changerait d'une époque à une autre, c'est le groupe social, ethnique, culturel stigmatisé. Le problème a ressurgi à des périodes de crises sensibles : les dernières décennies du XIX^{ème} siècle qui débouchèrent sur l'Affaire Dreyfus, les années 1930 qui préparent bien des aspects de l'idéologie de Vichy, enfin la période que nous vivons depuis un certain temps déjà avec les crises énergétique, économique et financière, la montée et la persistance du chômage, tout cela redoublé par les effets de la mondialisation des marchés et l'ouverture de nouveaux espaces communicationnels. Sur quoi débouchera la résurgence actuelle du problème de l'immigration ? Nous ne le savons pas encore. Mais les issues antérieures

1. « L'immigration : naissance d'un 'problème' (1881-1883) », in « L'invention de l'immigration », *Agone* n° 40, Marseille, 2008.

Cités 46, Paris, puf, 2011

devraient faire réfléchir tous ceux qui l'instrumentalisent à des fins électorales. La xénophobie développe chez les peuples des passions obscures et malsaines, contraires à la vertu civique et même au sentiment d'humanité, qui peuvent faire le lit de régimes politiques dangereux.

L'un des grands apports des travaux de Gérard Noiriel¹ au problème de l'immigration est d'avoir montré comment ce « problème » s'est constitué dans les dernières décennies du XIX^{ème} siècle en même temps qu'apparaissait le vocable « immigration ». Trois dimensions le définissent, dès sa naissance. Premièrement, l'idée que l'immigré est au moins potentiellement dangereux. Selon les cas, il est perçu comme une menace, un adversaire, voire un ennemi intérieur, surtout en cas de conflit extérieur. Quand il n'y a pas de conflit, on verra en lui une menace contre l'identité nationale. Deuxièmement, l'immigré est conçu comme constituant, sur le plan économique, une concurrence déloyale à l'égard des nationaux parce qu'il offre sa force de travail à un moindre prix, ce qui veut dire qu'il aurait un double effet négatif : il prend les emplois des nationaux et il dégrade les conditions sociales. Ces arguments ont été employés contre les Belges et les Italiens à la fin du XIX^{ème} siècle. Ils sont revenus il y a quelques années, au sein même de l'Union européenne, à propos du « plombier polonais ». Mais il va de soi que la figure de l'immigré aujourd'hui n'est pas assumée par l'Européen, mais le Maghrébin, plus généralement le Musulman. Troisièmement, l'immigré est perçu comme ethniquement (culturellement, religieusement, moralement) inassimilable. On a beau lui donner la nationalité française, cela n'en fait pas un vrai français, mais un français d'origine étrangère, un corps extérieur, hétérogène à la nation, doté d'une citoyenneté de second rang (susceptible d'être révoquant !).

Ces trois dimensions constituent la matrice idéologique des arguments qui stigmatisent l'immigration, mais aussi des fantasmes et des passions qui leur sont associés. Or cette matrice idéologique ne concerne pas exclusivement l'extrême droite, qui en fait bien entendu l'une des ressources principales de son discours, mais aussi certains courants politiques républicains. Le fait qu'aujourd'hui des arguments, habituellement utilisés par l'extrême droite, soient repris par certains partis de la droite républicaine n'est pas

1. *Le creuset français. Histoire de l'immigration, xIx^e-xx^e siècle*, Paris, Seuil, 1988 ; *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Belin, 2001 ; *Immigration, antisémitisme et racisme en France (xIx^e-xx^e siècle)*, Paris, Fayard, 2007.

une grande surprise lorsqu'on se rappelle des conditions de la naissance du problème de l'immigration sous la Troisième République.

On voit donc comment, dès le départ, les termes du problème de l'immigration relèvent d'une construction idéologique, nullement de la constatation d'un état de fait, qui accrédite la mise en place de mesures à la fois législatives et politico-policières. Prendre la construction idéologique pour la réalité, c'est faire passer l'aveuglement pour de la clairvoyance et donner licence à tous les fantasmes et à toutes les peurs. La peur de l'immigré est parfois d'autant plus forte qu'il y en a moins, voire qu'il n'y en a pas du tout. On connaît bien ce phénomène qui opère également dans le cas de l'antisémitisme qui n'est d'ailleurs pas sans rapport avec celui de l'immigration.

Dans quelle société voulons-nous vivre ? Je le disais antérieurement, la peur, la xénophobie, l'hostilité à l'égard de celui qui est différent engendrent des sentiments et des passions qui corrompent profondément une société en lui faisant perdre le sens de la vertu civique et même celui d'humanité. Il est contraire aux faits et à la raison de penser que le rejet de l'immigré est compatible avec l'amitié entre les citoyens. Quand la peur se déclenche, quand elle s'étend, on ne sait jusqu'où elle peut aller. Le groupe social dangereux n'est pas immuable, il varie en fonction des circonstances et peut bien tomber sur un autre groupe social également fragile ou sans moyens de se défendre. Avant les immigrés, c'était la classe laborieuse, sans droits et surexploitée, qui était considérée comme dangereuse. Il est illusoire que l'on puisse composer l'amitié et l'hostilité. L'hostilité envahira tout l'espace social par extensions successives.

Je ne dis pas cela pour réclamer l'ouverture des frontières, l'accueil sans limite de « toute la misère du monde ». Je le dis pour empêcher que des fantasmes ne viennent masquer la réalité des faits et pour permettre la recherche de solutions véritables qui tiennent compte des drames que vivent certaines populations. Je posais la question à l'instant de savoir dans quelle société nous voulons vivre, mais cette question ne peut être séparée d'une autre : dans quel monde voulons-nous vivre ?

Commençons par les fantasmes qui masquent la réalité, nous les avons vu opérer dans le fameux débat gouvernemental sur l'identité nationale, dans les mesures d'exclusion des Roms, dans les nouvelles initiatives de contrôle aux frontières de la France pour empêcher l'arrivée de Tunisiens débarqués sur les plages de Lampedusa. Dans le premier cas, on a réifié l'identité nationale, loin de la tenir pour ce qu'elle

est, à savoir la conscience de soi qu'une collectivité nationale a d'elle-même, laquelle ne saurait être univoque et unilatérale, mais intègre une grande diversité de modes d'adhésion, d'histoires collectives et de traditions. On a voulu en faire un portrait robot, une image fixe et par définition exclusive de tout ce qui n'y correspond pas. L'identité nationale, comme l'identité personnelle, ne saurait être interprétée en termes de permanence. Une nation change, comme une personne change selon les âges de la vie, et pourtant l'une et l'autre conservent une identité, leur identité dans le changement même. C'est parce qu'une nation est vivante qu'elle change, comme une langue change par des apports extérieurs ou des modifications internes. Ne plus changer, c'est être mort. Dans le second cas, on a pris prétexte d'un fait divers, qui aurait dû être l'objet d'une procédure normale de maintien de l'ordre, pour en faire le signal d'une stigmatisation générale et d'une exclusion d'un groupe humain particulièrement fragile en Europe, les Roms, précisément parce qu'il se déplace et mène donc un type de vie différent. Il s'agissait d'une instrumentalisation visant bien entendu à faire croire à la population que le gouvernement veille sur tout et qu'il prend les mesures adéquates pour assurer la sécurité des français. Il s'agit là moins de résoudre un problème de sécurité que de rassurer des peurs imaginaires que l'on a d'ailleurs contribué à susciter. Enfin, dans le troisième cas, à propos des Tunisiens, nous sommes également en plein fantasme : celui de l'arrivée d'immenses hordes d'individus affamés sur les côtes européennes. Mais les Tunisiens débarqués à Lampedusa ne sont pas des barbares affamés. Ce sont pour bon nombre d'entre eux des individus qui ont été élevés dans la culture française. Ils parlent le français et ont toujours considéré la France comme un pôle de référence, dans tous les domaines de la vie. Si l'on parle peu de la Tunisie en France, on parle en revanche constamment de la France en Tunisie. J'en sais quelque chose, pour y être né et y avoir vécu jusqu'à l'âge de douze ans. Il faut donc arrêter de fantasmer et revenir au réel. Le réel en l'occurrence est la complaisance incroyable des gouvernements successifs de la France à l'égard du régime de Ben-Ali. Il n'est sans doute pas nécessaire que je revienne ici sur l'indécente conduite de la diplomatie française au commencement de la révolution tunisienne.

Une fois les fantasmes dénoncés, la question revient : que faire ?

D'abord l'idée d'une fermeture complète des frontières n'est ni possible, ni souhaitable. Comment imaginer qu'un enfermement sur soi-même autour d'une identité fantasmée pourrait protéger la France contre les dangers qui viendraient de l'extérieur et pourrait lui permettre de retrouver sa

grandeur dans le monde ? Le résultat serait exactement contraire. Qu'on se souvienne de l'histoire de l'Espagne au sortir de son Siècle d'Or. Celle-ci s'était refermée sur elle-même pour protéger sa grandeur. Le résultat fut un déclin de quatre siècles qui la fit passer du statut de première puissance du monde à celui de pays sous-développé à la mort de Franco. Est-ce cela que l'on veut ? Le déclin serait même aujourd'hui plus rapide à l'âge de la mondialisation.

Mais dire cela, ce n'est pas plaider pour l'abolition des frontières, pour une ouverture à l'infini et sans limite. Soutenir une abolition des frontières serait tomber dans une illusion symétrique de la précédente. Un monde sans frontières serait un désert peuplé d'individus interchangeables¹. Un cauchemar. Mais les frontières ne sont pas des murs qui doivent nous séparer et nous enfermer, ce sont des lieux d'identification (linguistique, juridique, politique, etc.) mais aussi de passage et de rencontre.

Il faut donc changer notre vision du monde et dire que le destin d'un peuple ou d'une nation ne peut se concevoir isolément, comme séparé de ce qui l'environne. Comment pourrions-nous être heureux au milieu de populations qui vivent dans la souffrance et la désespérance ? La citoyenneté politique, liée à un territoire national, c'est-à-dire à des frontières historiques déterminées ne doit pas oublier la citoyenneté cosmopolitique, la seule citoyenneté qui soit naturelle et par laquelle nos destins individuels ou nationaux s'inscrivent dans le destin commun de l'humanité. Ce souci de l'inscription de notre destin dans celui de l'humanité, de notre pays dans celui de la terre, n'est pas une grande illusion, une vision utopiste du monde. C'est au contraire le réalisme le plus radical qui l'appelle. Plus rien de ce qui nous concerne ne peut être directement ou indirectement isolé de ce qui se passe dans le monde. Considéré ainsi, ce qu'on a appelé le « problème » de l'immigration peut prendre une toute autre signification.

1. Cf. mon texte sur « Murs sans frontières et frontières sans murs », in *Cités* 31 consacré tout entier au thème « Murs et frontières », Paris, puf, 2008.